

**PREFECTURE
DES PYRENEES-ATLANTIQUES**

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES AFFAIRES CULTURELLES

Poste 2541

RÉF. D.C.L.E. 3
LG/AL

ARRETE N° 98/IC/355

DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

U.C.A.A.B. à AICIRITS

**LE PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES, CHEVALIER DE LA LEGION
D'HONNEUR ;**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté n° 85/IC/064 du 16 avril 1985 autorisant l'U.C.A.A.B. à exploiter une usine de fabrication d'aliments pour le bétail au lieu-dit « Escutary » à AICIRITS ;

VU la demande présentée par l'Union Coopérative Agricole d'Alimentation du Bétail du Pays Basque (U.C.A.A.B.) en date du 20 mai 1998 en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension de ses installations ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

L'article 1er de l'annexe n° 1 à l'arrêté n° 90/IC/141 du 1er août 1990 est remplacé par un article ainsi rédigé :

« **Article 1er :** L'Union Coopérative Agricole d'Alimentation du Bétail, dont le siège social est LUR BERRI à SAINT-PALAIS, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations d'AICIRITS, au lieu-dit « Escutary ».

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Ces installations sont visées par les rubriques ci-après, de la nomenclature des installations classées :

ACTIVITE	ANCIENNE RUBRIQUE	NOUVELLE RUBRIQUE	CLASSEMENT
Broyage, concassage, trituration de substances végétales et produits organiques naturels. Puissance installée : 830 KW	89-1	2260-1	A
Stockage de céréales, grains ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables. Volume de stockage : 8 010 m ³	376 bis -3	2160-1	D
Stockage de GPL en réservoir fixe. Capacité nominale : 30 m ³	211-B-1	211-B-1	D
Installation de combustion au fioul. Groupe électrogène de 2 389 KW		2910-A-2	D
Exploitation d'appareils contenant des produits imprégnés de polychlorobiphényles (PCB) Capacité : 2 = 600 litres	355-A	1180-1	D

ARTICLE 2 :

Il est ajouté, au titre « II - Dispositions particulières » de l'article 2 de l'annexe n° 1 à l'arrêté n° 90/IC/141 du 1er août 1990, un paragraphe ainsi rédigé :

« 5) Groupe électrogène :

Le groupe électrogène sera aménagé et exploité conformément aux dispositions de l'arrêté type n° 2910.

ARTICLE 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'AICIRITS et pourra y être consultée par les personnes intéressées.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée à la mairie où elle peut être consultée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire d'AICIRITS.

.../...

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

En outre, un avis sera publié par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté doit être conservé et présenté par l'exploitant à toute réquisition.

ARTICLE 6 :

Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commencera à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, ce délai est de 4 ans à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

ARTICLE 7:

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
M. le Maire d'AICIRITS
M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur de l'Union Coopérative Agricole d'Alimentation du Bétail du Pays Basque
(U.C.A.A.B.) 64120 SAINT-PALAIS

Fait à PAU, le **24 DEC. 1998**

LE PREFET,
**Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général,**

Louis-Michel BONTE